

Crises singulières, crise plurielle Un concept, son évolution et son potentiel pour les sciences humaines

Antoine Dechêne & Bruno Dupont

Antoine Dechêne : Antoine Dechêne (B.A.E.F. Fellow, The Ohio State University) est docteur en Langues et Lettres de l'Université de Liège. Dechêne est notamment l'auteur de *Detective Fiction and the Problem of Knowledge* (Palgrave MacMillan 2018) et le co-éditeur, avec Michel Delville, du premier ouvrage dédié au genre en français : *Le Thriller métaphysique d'Edgar Allan Poe à nos jours* (Presses Universitaires de Liège, 2016).

Bruno Dupont : Bruno Dupont (Université de Liège) est, depuis 2018, Docteur en Langues et Lettres avec une thèse sur les poétiques et politiques de l'ordinateur en littérature allemande actuelle. Il est maître-assistant attaché à la Recherche et aux Innovations à la Haute École de la Ville de Liège, collaborateur scientifique à l'Université de Liège et membre du Liège Game Lab. Ses recherches et publications portent sur la littérature allemande, les genres littéraires émergents, le concept d'obsolescence en culture et les rapports entre jeu vidéo et autres médias.

DOI: [10.25518/2030-1456.483](https://doi.org/10.25518/2030-1456.483)

Résumé :

« Crises » fut la deuxième journée d'étude organisée par *Intersections*, groupe interuniversitaire de jeunes chercheuses et chercheurs en sciences humaines basé à l'Université de Liège. Cette journée visait à rassembler un maximum de points de vue sur une thématique commune : la notion de « crise ». Celle-ci semblait particulièrement adaptée, car elle se situe au carrefour de nombreuses disciplines (domaine médical, juridico-politique, théologique, économique, mais aussi linguistique, historique et littéraire). L'emploi du terme « crise » a beaucoup varié suivant les époques et les usages langagiers. Aujourd'hui, il est à la fois utilisé de façon abstraite, comme un mot courant et passe-partout, mais également de manière très précise en fonction de la discipline ou du contexte dans lequel il est employé. Cette introduction, ainsi que les articles qui la suivent, offrent une multitude de perspectives révélant la crise comme l'« intersection » qui permet l'activité critique. Son caractère interdisciplinaire est propice à la confrontation d'idées et est à la base de ces articles qui tenteront de mieux cerner la polysémie inhérente au concept, dont la forme plurielle semble être la plus adéquate : crises.

Ce numéro de *MethIS* trouve sa source dans une journée d'étude organisée le 4 mai 2016 par le groupe *Intersections*, réunissant de jeunes chercheuses et chercheurs en sciences humaines de l'Université de Liège, de l'Université de Namur et de l'Université Catholique de Louvain. Lors de cette journée, la richesse des débats autour du concept de crise a permis de prendre conscience de sa centralité dans l'expérience contemporaine, de sa qualité de moteur réflexif dans nos disciplines et de son caractère transversal aidant les débats intellectuels à dépasser les frontières des différentes spécialités. Cette interdisciplinarité, fer de lance d'*Intersections* et de la revue *MethIS*, qui se veut, depuis sa création en 2011, un « lieu de réflexion sur des objets transdisciplinaires » (Cormann *et al.* 2008 : 7), nous a poussés, à notre tour, à envisager une publication d'articles issus de cette journée, enrichis par des contributions ultérieures choisies pour leur complémentarité

avec les sujets déjà abordés.

Les textes rassemblés dans ce numéro tentent de donner du sens au mot « crise ». Celui-ci trouve ses origines étymologiques dans le verbe grec *krinein* signifiant « séparer », « choisir », « juger », « décider », mais aussi « se battre », « se mesurer aux autres » (Koselleck 2006 : 358). Le terme a donc toujours été polysémique. Son appropriation au cours des siècles par la médecine, la théologie, le droit, la philosophie, l'histoire et l'économie n'a fait qu'élargir son champ sémantique et développer son caractère de problématique interdisciplinaire.

Paradoxalement, l'expression « crise » semble, aujourd'hui, être devenue univoque dans le discours médiatique et politique. D'une multitude de crises qui nécessitent une précision supplémentaire (crise d'adolescence, crise de foie ou de foi, crise des produits pétroliers, crise de nerfs, etc.), l'on est subrepticement passé à « la crise » ; LA crise qui est partout, tout le temps. De cette modification langagière témoigne notamment l'évolution récente de l'entrée « crise » du Petit Robert, qui consacre dans ses dernières éditions « l'emploi absolu du mot crise au sens de "crise économique" » (Courbon 2010 : s.p.). Pourquoi cette soudaine réduction du spectre d'emploi du mot ? Où est passé son caractère polysémique ?

La *krisis* n'a jamais autant imprégné l'imaginaire collectif. Cette crise généralisée est avant tout une justification. Son caractère globalisant permet d'expliquer, et d'excuser rapidement tout système impopulaire auprès d'une population qui, peu à peu, perd son sens critique et son envie de réagir : « Que peut-on y faire ? C'est la crise, il faut l'accepter, ça va passer ». Ce vocable « la crise » fonctionne selon une double rhétorique : en surface, il est imprécis, permettant son adaptabilité à toutes les situations ressenties comme problématiques. Dans une vision sobre et réaliste devant présider à toute organisation sociale ou politique, nul ne peut en effet dénier que quelque part, un quelconque système est infonctionnel ou ne fonctionne pas à la perfection. En profondeur se déploie cependant le sens précis de « crise économique » relevé par Courbon, et ce deuxième sens est accepté implicitement dès que le premier est énoncé. Ce qui revient finalement à accepter le fonctionnement d'une crise économique (en soi déjà sujette à discussions) comme justification de toute politique déplaisante d'un point de vue moral, social ou financier, établissant par là toujours plus le primat d'une vision néolibérale de la société¹.

Comme l'a montré Natacha Ordioni, la crise, dans son sens singulier et infini, apparaît comme un outil discursif entraînant et justifiant la passivité de ceux qui ont le sentiment défaitiste d'être pris dans ses filets. En somme, la crise autorise l'absence de pensée critique et, *de facto*, permet la mise en place de tout système rébarbatif, et fait sembler immuable son application. Cela est particulièrement vrai lorsque l'on écoute les discours ambiants liés aux mondes de l'économie et de la finance repris dans les médias : « le discours actuel sur la crise atteste que l'heure est grave, que tout choix est impossible et que les peuples se doivent d'assumer les conséquences des mouvements spéculatifs, même s'ils n'en sont pas les auteurs » (2011 : 144). L'« évidence incontournable » (2011 : 145) de la crise pour le citoyen est basée sur « l'idée que la croissance économique est l'objectif ultime de toutes les sociétés humaines » (2011 : 145).

Le sens premier de discernement, de choix que transportait *krisis* tombe dès lors aux oubliettes. Il ne s'agit plus maintenant que d'un moment critique perpétuel excluant toute prise de décision synonyme de changement. Or, celui-ci peut être négatif, mais aussi positif. Ainsi, à l'origine, la *krisis* appartient au monde juridico-politique et signifie la possibilité d'émettre un jugement, une capacité critique que tout bon citoyen doit être capable de maîtriser. Comme le rappelle Koselleck,



la *krisis* représente, pour les Grecs, un concept fondamental régissant l'ordre politique dans la cité ainsi que la capacité de prendre de bonnes décisions légales (2006 : 359). Par la suite, cette notion a été reprise par le discours théologique qui remet le pouvoir décisionnel entre les mains de Dieu. Le Jugement Dernier, lui aussi, permet aux Chrétiens d'être sauvés. La signification est donc toujours métaphoriquement la même, la crise est le moment de la prise de décision : la punition ou la grâce. Enfin, un autre sens accordé au mot par les Grecs place le concept dans le domaine médical. La crise se réfère à la fois à l'évolution observable d'une maladie et à la décision qui doit être prise concernant cette maladie. La *krisis* devient donc le moment qui détermine si le patient va vivre ou mourir (2006 : 360).

Crises, rapport au temps et à l'époque

De ces acceptions pré-néolibérales de la crise semble se dégager une signification commune : marquer la fin de ce qui précède et signaler le début de quelque chose de nouveau, que ce soit dans un sens négatif ou positif. La notion de crise renvoie, en somme, à une prise de décision. La crise représente une frontière entre le juste et l'injuste, entre le hasard et le sens, entre la vie et la mort ; elle est le moment fatidique et nécessaire pour faire place au changement. La crise est l'« intersection » qui permet l'activité critique.

Il serait plus juste de parler d'intersections au pluriel, car elles sont multiples. Elles sont autant de « turning points » (Nünning et Sicks 2012) de l'histoire sociale et individuelle, c'est-à-dire des points de jonction engendrant un changement. Ces crises, à l'intersection entre un avant et un après, sont des objets de discours visant à décrire *a posteriori* des situations critiques jalonnant l'histoire. En d'autres termes, « elles ne sont pas données objectivement, mais sont au contraire conceptualisées comme les résultats de constructions rétrospectives de sens » (Nünning et Sicks 2012 : 2, nous traduisons). En fait, les crises sont autant de métaphores permettant la construction de sens. Pour Nünning et Sicks, les crises représentent un genre particulier de « turning point », faisant la jonction entre le moment critique et sa résolution ou, du moins, l'évolution de celui-ci. Elles peuvent être décrites comme des « non-événements » (2012 : 15, nous traduisons) désignant à la fois le processus de discernement et la décision elle-même. Cette jonction est donc un moment suspendu et déterminant qui permettra à un nouvel ordre de voir le jour.

Nous l'avons compris, le concept est aussi un « moyen fondamental d'interpréter le temps historique » (Koselleck 2006 : 371, nous traduisons) à l'époque moderne, à tel point que la modernité se définit par la crise (2006 : 372). Les crises accélèrent le temps historique, modifiant brusquement son cours. Ainsi, au XVIII^e siècle, le concept est utilisé en philosophie de l'histoire chez des auteurs comme Rousseau et Burke. Ce dernier décrit la Révolution française comme une crise, c'est-à-dire comme un événement qui a bouleversé l'humanité de manière irréversible.

On retrouve la même insistance sur la notion de crise et son rapport au temps et à la modernité, qui est par essence marquée par l'incertitude, chez Myriam Revault d'Allonnes (2012 : 50). Selon elle, « c'est de la nature même du *projet* moderne qu'est issue la crise » (2012 : 50). En rompant avec le passé, la modernité s'efforce de manière autoréflexive à « trouver sa modernité en elle-même » et donc à sans cesse se remettre en question (2012 : 50). Elle est, comme la crise dont elle ne peut se séparer, une « attitude », un discours visant à instaurer un nouveau temps dont les fondements sont perpétuellement réactualisés. Les temps modernes sont tournés vers l'avenir, car le présent semble se dérober. Ce présent n'est donc pas satisfaisant, mais « l'abîme » (2012 : 77) qui s'ouvre

à chaque instant devant lui n'est guère plus attrayant. La crise devient alors « le fossé [creusé] entre espace d'expérience et horizon d'attente » (2012 : 78). Cette béance effrayante est pourtant nécessaire pour aller vers le futur : sans crises, le temps serait comme figé.

Dans ce contexte discursif, où la crise est une « mini-narration » (Nünning et Sicks 2012 : 7) permettant d'établir une différence entre un avant et un après, entre une situation perçue comme bloquée et un nouveau départ, il n'est guère étonnant que l'art et la littérature fourmillent de crises personnelles et paradigmatiques, comme la *Sprachkrise* que Hugo von Hofmannsthal décrit en 1902 dans sa *Lettre de Lord Chandos* ou la *Saison en Enfer* que vit Arthur Rimbaud en 1873 (1958). Le premier exprime une défiance face au langage et son incapacité à rendre compte d'une expérience sensorielle ou émotionnelle, qui débouche sur un texte paradoxal dédié à l'impossibilité d'écrire et de parler (Nägele 1970). Le second rapporte l'expérience hallucinée d'une rupture totale avec la société, la raison et la morale, suivie d'un retour au monde réel et concret (Eigeldinger 1980). Dans les deux cas, le propre de la crise est bien de discuter de ce qui n'a pas lieu ou échoue, c'est-à-dire de produire un métadiscours : un Je constate l'échec d'un certain type de discours littéraire à décrire une expérience personnelle ou générale de son temps. Ce faisant, il propose aussi performativement une écriture permettant de surmonter la crise diagnostiquée.

Ici aussi, le rapport au temps, au sens d'époque artistico-littéraire, est primordial : que ce soit par leur intention *a priori* ou leur réception critique, de tels textes *font date*, *font époque*, en instaurant une césure esthétique entre le temps d'avant et celui d'après, entre une esthétique dépassée et une à venir. C'est ainsi que fonctionnent également les manifestes artistiques ou politiques qui œuvrent à la mise en crise d'un ordre esthétique ou social pour mieux proposer une nouvelle manière d'agir et de créer en rupture avec l'ancienne. Ainsi Marinetti demande-t-il dans le *Manifeste du Futurisme* (1909) : « À quoi bon regarder derrière nous, du moment qu'il nous faut défoncer les vantaux de l'impossible ? »

Pourtant, cette conception de la crise qui fait époque est actuellement éclipsée. S'y oppose la crise unique et absolue reprise inlassablement dans le discours médiatico-politique actuel. Tel que l'explique Revault d'Allonnes, nous serions en train de connaître un processus de « *détemporalisation* » (2012 : 123). Notre époque n'est plus à la « croyance au progrès » entendu comme « un avenir téléologiquement orienté vers le mieux » (2012 : 123). Tandis que les flux d'information et les mouvements humains s'accélèrent, donnant une impression d'accélération du temps, le concept actuel de crise paralyse toute velléité de changement de cap.

Comment ce paradoxe se maintient-il ? Il faut, pour raisonner avec André Bihl, le situer dans « *l'inversion du sens* » (2011 : *s.p.*, italiques dans l'original) généralisée qui est caractéristique de l'idéologie néolibérale. Cette tendance rappelle la politique étrangement efficace menée dans *1984* de George Orwell, et basée sur des axiomes antithétiques. Nous pourrions ainsi résumer la pensée de la crise néolibérale à l'œuvre actuellement par la formule « le statu quo, c'est l'évolution ». Comme réponse à la crise qu'il a créée et qui le nourrit, le néolibéralisme impose de continuer sur la même voie, mais plus vite, vers toujours plus d'incertitude. Nous vivons ainsi le paroxysme postmoderne de l'« immobilité fulgurante » associée à la modernité (Revault d'Allonnes 2012 : 126). La crise devient alors synonyme d'indécision, perdant à la fois son sens étymologique et sa valeur épistémologique.

Le but implicite d'une politique de la crise constante est d'institutionnaliser un état d'urgence — ainsi en est-il des tentatives de faire entrer dans la loi les dispositions antiterroristes exceptionnelles

— et de neutraliser la réflexion critique au profit d'une « gestion de crise » qui érige en normalité un état qui devrait être ponctuel. Nombre de critiques ont, de ce fait, noté que le concept même de crise est « en crise », car il ne fonctionne plus comme paramètre d'analyse d'une situation, comme constat précédant le changement. Edgar Morin propose, par exemple, dans son traité « Pour une crisologie », ce néologisme pour éclairer la notion, vidée de son sens, de crise et lui redonner de nouvelles « vertus explicatives » (1976 : 162) afin de mieux aborder les différentes évolutions de la société humaine.

Crise des universités

Dans le domaine universitaire, une telle étude du concept de crise est hautement nécessaire. Bien que les universités européennes aient toujours été liées au pouvoir de l'État, elles ont longtemps joui d'une grande indépendance intellectuelle et organisationnelle. Celle-ci ne subsiste plus actuellement qu'en surface, car les universités sont aujourd'hui largement passées à une politique managériale régie par les « lois du marché », de l'offre et de la demande et de la flexibilité requise par le monde de l'entreprise.

Le discours d'escorte de ce changement de cap est le centrage sur la formation des « travailleurs de demain » qui ne doivent pas s'encombrer de savoirs « inutiles ». Il faut aller vite, être rentable, compétitif. En cédant à la managérisation du travail et la marchandisation du savoir décrites par Christian Laval et ses co-auteurs (2012), l'institution universitaire elle-même devient alors une entreprise. Le discours de ses dirigeants est uniforme et calqué sur le climat socio-économique général : on affirme que c'est la crise, qu'il faut faire des concessions, quitte à augmenter la précarité du personnel scientifique et encadrant, quitte à détruire ce qui définissait jusque là la recherche universitaire. La possibilité d'apprendre sans buts et sans contraintes, y compris financières, est en effet étroitement liée à la garantie que les chercheurs-enseignants puissent effectuer une recherche de longue haleine et de qualité sans être soumis à des impératifs de rentabilité ou à des schémas de pensée préétablis. C'est précisément cette force qui vient à manquer.

Le discours échappatoire de la crise intervient pour justifier l'absence grandissante de liberté intellectuelle des chercheurs, elle-même causée par leur absence de sécurité d'emploi à moyen et long terme. Cette crise, reprise à l'envi par les présidents et recteurs d'universités européennes, n'est cependant pas qu'un fait économique. Pour Christophe Granger, la crise « est un moyen, une peur, un chantage » :

Elle est une *technique de gouvernement* des êtres et des choses, et notamment des êtres et des choses universitaires, qui, sous la menace du désastre qui rôde, institue le règne de l'insécurité, de l'instante restructuration de tout ce qui vit et d'un dévorant court terme ne laissant rien de stable pousser sans lui. Point de départ et point d'arrivée de tout, la "crise" autorise une infatigable course au vide. En imposant à chacun une permanente inintelligibilité de la situation *présente*, elle se fabrique ses propres nécessités à *venir*. (2015 : 62)

Le concept utilisé, encore une fois, au singulier, continue d'être une technique justificatrice englobant des problèmes de natures diverses et variées. Granger l'affirme : « La précarisation de l'université n'a ainsi rien d'une *conséquence* de la "crise". Elle est la *condition* de la dissolution générale qui opère en son nom » (2015 : 63). Pour l'historien, cette situation n'est pas neuve. Elle s'est enracinée dans le monde universitaire, comme partout ailleurs, nourrie par une vision

entrepreneuriale des études et de la recherche, qui prône le « *knowledge management* », c'est-à-dire une « économie du savoir » (2015 : 65) dont le mot d'ordre est croissance.

S'il y a « une crise » de l'enseignement supérieur dans le monde entier, c'est par rapport à des critères institués par ceux à qui ils servent : « il y a "crise" des universités au regard des intérêts et des indicateurs économiques ; il y a "crise" au regard des problèmes de compétitivité et de croissance des pays où ces universités se trouvent » (2015 : 67). Ce discours auto-justifiant a engendré et excusé la privatisation du financement des universités, rapprochant ainsi universités et entreprises. Cette pensée ultralibérale est certes inspirée des USA, mais est soutenue en Europe également, par des instances telles que l'OCDE (l'Organisation de coopération et de développement économiques), l'Union européenne et la Banque mondiale.

Un tel système institue une incessante compétition. Les classements internationaux des universités, comme l'idée de crise elle-même, permettent la légitimation de changements visant à produire plus, même si cela affecte la qualité. Une université se doit d'avoir la meilleure réputation afin d'attirer un maximum d'étudiants qui seront formés pour le marché du travail. Ces étudiants sont, en fait, autant de clients dont le but ne doit pas être d'avoir accès à un savoir général, désintéressé, mais plutôt d'accumuler des connaissances-marchandises choisies « à la carte ». Comme Granger le remarque, la répartition des savoirs universitaires sous forme de *credits* ECTS (European Credits Transfer System) transforme discursivement l'étudiant en un consommateur avisé passant quatre à cinq années dans un supermarché érudit. Les étudiants sont, en définitive, encouragés à se penser en consommateurs plutôt qu'en apprenants.

Le monde de la recherche vit la même course folle à la production. Sous le prétexte, en soi louable, de fournir des résultats utiles à la société, le travail scientifique se trouve jugé selon des critères définis a priori en fonction de leur rentabilité économique immédiate. Cette transformation de la recherche en « innovation » se fait par l'assimilation du langage, des modes de fonctionnement et de réflexion issus du monde économique. Cela conduit à une uniformisation des modes et des lieux de recherche, et donc à une perte de créativité et de liberté. Ce type de travail scientifique se conçoit désormais par « projets » dans un laps de temps toujours plus court.

Dans cette optique, l'acte administratif de constitution des dossiers visant à obtenir des financements pour lesdits projets est devenu une compétence majeure pour un chercheur, mais aussi une tâche qui tend à prendre la place de la recherche proprement dite. La mise en concurrence à l'échelle européenne, voire mondiale, des projets et des universités transforme la recherche de financements en une compétition. Dans ce contexte, le discours de la crise (« il n'y a pas assez d'argent pour tout le monde ») normalise le sacrifice consistant à accepter, par exemple, de ne pas être payé pour son travail ou pire, de payer pour travailler — en forme d'investissement pour un futur où la crise passera, où des postes s'ouvriront.

Ce travail non rémunéré concerne tous les échelons de la carrière scientifique. Ainsi, certaines bourses (notamment la FRESH, Fonds pour la Recherche en Sciences Humaines en Belgique francophone), commencent de manière rétroactive, c'est-à-dire qu'un candidat ayant postulé en août et qui, par chance, obtient un financement, est supposé commencer à travailler au début de la rentrée académique, c'est-à-dire au plus tard le 1^{er} octobre. Les lauréats des bourses n'étant proclamés qu'en décembre, les doctorants FRESH sont payés rétroactivement pour les mois d'octobre, novembre et décembre. Par contre, s'ils n'obtiennent pas de bourse, ils auront travaillé gratuitement.

Cette pratique est encouragée à tous les niveaux de la carrière universitaire. La recherche par projets s'accompagne par principe d'une surcharge administrative et d'un travail de *recherche avant la recherche*. Après leur thèse, les chercheurs postdoctoraux passent souvent une année à chercher un financement en dehors de leur université ou pays d'origine. Le message pervers semble être le suivant : plus vous êtes prêt à sacrifier votre vie personnelle, à partir loin et longtemps, plus vos chances augmentent. Comme l'explique Granger, les chercheurs apprennent dès le début de leur travail à être « des *bureaucrates de la compétition* » et cela au détriment de la « *libre détermination des questionnements scientifiques* » (106, italiques dans l'original) qui jusque-là les définissait.

La « faillite des universités » est avant tout un choix politique, comme le montrent Laval *et al.* (2012 : 49-53). Dans ce cadre, l'austérité budgétaire est un outil du système de gestion de type néolibéral (Granger 2015 : 109). Dans la brèche ouverte par le sous-financement organisé des universités s'engouffrent des établissements privés (comme les « grandes écoles » françaises) qui participent par définition à l'augmentation des inégalités sociales. Ces grandes écoles et leurs concours, dont le principe a par la suite été repris par les universités, classent et cassent les étudiants, freinés dans leur élan et leur envie d'apprendre. Granger le déplore :

Les études ne sont plus un *temps hors du temps*, elles ont avant tout à être *utiles*, elles sont les préparatifs du devenir professionnel. Les savoirs ne sont plus d'abord des questions de savants, ils épousent le redoutable empire des débouchés et des priorités. Les universitaires ne sont plus des producteurs de science, ils ont à être des entrepreneurs et des coureurs de contrats. Et la gestion des établissements n'est plus affaire de politique universitaire, elle s'opère l'œil rivé sur les budgets, les palmarès internationaux et les subsides dont ils portent la promesse. (2015 : 121, italiques dans l'original)

L'omniprésence du discours de la crise fait, en définitive, du flexible et du temporaire « un *mode structurel d'organisation* » (2015 : 129, italiques dans l'original). La vie de tout chercheur-enseignant au sein de l'institution universitaire est gouvernée par l'incertitude et l'espoir irréaliste d'un contrat à durée indéterminée, pour lequel il accepte une forme d'auto-exploitation pour optimiser son CV. Il est évident qu'une telle organisation empêche les jeunes chercheuses et chercheurs d'avoir une vision à long terme de leur vie, en particulier dans un moment de l'existence ressenti comme crucial, où se développent traditionnellement les projets de fonder une famille, de s'installer dans une maison ou un appartement, de trouver sa voie professionnelle plus ou moins définitive. Cette situation peut être liée à un sentiment de piétinement, ou à celui de passer à côté d'événements privés et sociaux importants. Cette impression est décrite de façon douce-amère dans le genre de la bande dessinée universitaire (*Piled Higher and Deeper* de Jorge Cham, depuis 1998, ou *Carnets de thèse* de Tiphaine Rivière, 2015).

Crise sans fin ou pluralité des crises

Si, pour Granger, le salut de l'enseignement supérieur passe par une vision inscrite dans la durée — « Il faut donner un *autre temps* à la vie universitaire » (2015 : 176, italiques dans l'original), écrit-il —, les articles présentés ici insistent aussi sur le temps que nécessite l'esprit critique afin de se développer. Ils ont également pour point commun de réenvisager la crise dans sa dimension plurielle. Crises.

Les textes du présent numéro tentent ainsi de retrouver la polysémie première du terme « crise »

pour le sortir de son carcan pétrifiant et totalisant. La variété des textes reflète précisément ce possible retour au sens pluriel du concept et au moment critique comme source potentielle de changements. Les crises doivent retrouver leurs valeurs originelles, comme le rappelle Revault d'Allonnes à la suite d'Hannah Arendt :

[...] si la crise nous oblige à revenir aux questions essentielles, c'est parce qu'elle "fait tomber les masques et efface les préjugés". Les "crises" sont les moments où s'effacent les idées toutes faites, les réponses les plus communes sur lesquelles nous nous appuyons généralement mais dont nous avons le plus souvent oublié qu'elles étaient à l'origine "réponse à des questions". (2011 : 199)

Retrouver la pluralité de significations du concept de crise revient, en fait, à tenter de défaire le pouvoir d'un discours néolibéral qui, dans son entreprise prétendument globalisante, instrumentalise l'ensemble des domaines de la connaissance humaine : histoire, politique, philosophie, médecine, etc. La question n'est donc pas de savoir quand ou si la crise va prendre fin. Les crises dont il est question dans ce recueil, qui se succèdent sous des formes semblables ou diverses, promettent le changement, aussi infime soit-il. Elles sont synonymes de mouvement et donc « inhérents » aux systèmes vivants (Ordioni 2011 : 147). Aborder les crises en prenant conscience de leur nature cyclique implique nécessairement « un retournement et une réorientation du regard : la crise sans fin est une tâche sans fin et non une fin » (Revault d'Allonnes 2012 : 16).

La tâche que se fixent les contributions de ce volume semble donc être de réinstaurer une productivité de la crise par son étude précise et différenciée. Ceci implique de porter un jugement sur la crise alors même qu'elle est omniprésente, que sa conception globalisante engluie les jugements. À cet égard, les sciences humaines, auxquelles se dédie la revue *MethIS*, présentent l'avantage de méthodologies qui permettent l'étude de phénomènes depuis leur intérieur.

Un premier mouvement nécessaire au rétablissement d'une prise intellectuelle sur le concept de crise, ou plutôt l'évolution et la concurrence des concepts de crises au cours de l'histoire politique et culturelle, est précisément l'étude de moments importants de la théorisation de cette problématique. C'est à ce travail que s'attelle François Dubuisson dans son article « Valéry, Husserl et Arendt : consciences d'une crise intellectuelle ». Tandis que Valéry décrit une crise de la pensée, Husserl s'attache à la crise de l'humanité européenne, et Arendt à celle de la culture et de l'éducation. En mettant ces textes en dialogue, Dubuisson montre que tous trois sont à replacer dans le contexte des deux Guerres Mondiales et avertissent contre les effets délétères des points de vue scientifiques et philosophiques qui prévalaient alors. Malgré leur ancrage dans leurs temps, l'analyse souligne la pertinence toujours aiguë de ces trois écrits pour le XXI^e siècle.

C'est également de discours dominant qu'il est question dans l'article de Laurence Daubercies, mais dans le domaine universitaire, puisqu'elle se concentre sur « Les *French Studies* américaines au tournant du XXI^e siècle » en pointant les « enjeux et discours d'une crise identitaire ». Daubercies retrace la crise de cette filière d'études autrefois très en vogue, qui s'est accompagnée d'une instabilité paradigmatique qui perdure encore actuellement, et qui fait de la crise des *French Studies* une facette particulièrement intéressante de la très médiatisée « crise des humanités ».

En creux des trois premiers articles de ce numéro se lit aussi la relation complexe entre la crise des structures — sociales, intellectuelles — et celle des individus qui les construisent et en dépendent à la fois. L'analyse littéraire proposée par Jérôme François dans « *La Célestine* au Mexique : de

la crise identitaire à la crise historique » fait justement le lien entre ces deux aspects en étudiant la réutilisation intertextuelle de *La Célestine* de Fernando de Rojas (xv^e siècle) dans *Areúsa en los conciertos* (2002) d'Angelina Muñoz-Hubermann. La protagoniste de ce roman vit en effet une crise identitaire qu'elle en vient progressivement à situer dans les grandes crises historiques du xx^e siècle.

Corentin Lahouste décrit également la crise d'un personnage littéraire dans « Répondre à la crise par la crise. Scandale et débordement dans *Neung conscience fiction* de Marcel Moreau ». Dans ce singulier et fantasque roman de 1990, le personnage principal crée lui-même la crise et le scandale, permettant ainsi l'instauration d'une résistance politique à un régime perçu comme totalitaire et oppressant.

La composante politique, dont Lahouste montre l'importance dans la notion de crise, est au cœur de la contribution de Sophie Collonval, « L'emploi des langues à l'épreuve du contexte politico-économique belge : étude linguistique au sein d'entreprises publiques nationales et régionales ». Son article propose un éclairage de linguiste sur la communication de la société belge de chemins de fer (SNCB-NMBS) et du service postal (BPost) qui mettent en place différentes stratégies dont le but est de ne froisser aucune des communautés linguistiques principales (néerlandaise et française) en Belgique.

Boris Krywicki, quant à lui, met en lumière, dans « Critique des critiques », « La crise de légitimité des journalistes spécialisés en cinéma face aux dispositifs proposés sur le web ». Au-delà de l'opposition entre médias verticaux et horizontaux, il entrevoit dans les pratiques et différenciations récentes du journalisme de nouvelles formes de diffusion de l'information qui se placent au carrefour entre presse papier et contenu web.

Dans un registre tout aussi contemporain et dépassant le domaine des humanités, Janina Henkes poursuit l'analyse critique d'une forme de crise particulièrement présente dans le langage médiatique et médical depuis la fin du xx^e siècle : l'affection mentale connue sous le nom de « burn-out ». En faisant, dans « La maladie comme crise, la crise comme maladie : réciprocity entre sujet et société », l'historique des origines de ce trouble, ainsi qu'en montrant son interpénétration avec l'idéal entrepreneurial du néolibéralisme, elle déconstruit le burn-out en tant que discours lié à une idéologie dominante.

Enfin, notre volume se conclut par un article dédié aux expériences de mort imminente dans lequel Helena Cassol, Charlotte Martial et Steven Laureys se placent aussi à l'intersection de la science psychologique et de la construction sociale des discours. Dans leur analyse des récits rapportés par les personnes ayant vécu une EMI, Cassol et ses collègues montrent comment ce moment de crise intense, encore mal connu malgré de nombreuses recherches, conduit à une évolution des représentations de la vie, de la mort et de la spiritualité.

Au travers de ces textes, ce numéro spécial a pour ambition d'étudier l'utilité des crises plurielles comme moteur de réflexion, d'évolution et de remise en question. Dès lors que nos auteures et auteurs ont utilisé la pluralité des crises comme autant d'outils analytiques pour la réflexion transdisciplinaire en sciences humaines, il nous reste à espérer que les lecteurs de la présente revue profitent également de cette fécondité, et qu'elle contribue ainsi au dialogue et au renouvellement des sciences humaines auxquels, modestement, la revue *MethIS* souhaite participer.

Bibliographie

BIHR, A. (2011), « L'idéologie néolibérale », *Semen*, n° 30, pp. 43-56 [version électronique].

CHAM, J. (depuis 1998), *Piled Higher and Deeper*, publication électronique, <http://phdcomics.com/>.

CORMANN, G., DOZO, B.-O., et LETAWE, C. (2008), « Introduction : Interdisciplinarité et réflexivité », *MethIS*, n° 1, pp. 7-19.

COURBON, B. (2010), « À propos d'un constituant lexical de la modernité : aspects sémantiques du mot crise », *Études de Linguistique Appliquée*, vol. 157, n° 1, pp. 49-74 [version électronique].

EIGELDINGER, M. (1980), « L'anomie dans *Une saison en Enfer* », *Romantisme*, n° 27, pp. 3-13.

GRANGER, C. (2015), *La Destruction de l'université française*, Paris : La Fabrique.

HOFMANNSTHAL, H. VON (1969), *Ein Brief, Das erzählerische Werk*, Frankfurt am Main, pp. 102-113.

KOSELLECK, R. (2006), « Crisis », *Journal of the History of Ideas*, vol. 67, n° 2, pp. 357-400.

LAVAL, C., et al. (2012), *La Nouvelle École capitaliste*, Paris : La Découverte.

MORIN, E. (1976), « Pour une crisologie », *Communications*, n° 25, pp. 149-163.

NÄGELE, R. (1970), « Die Sprachkrise und ihr dichterischer Ausdruck bei Hofmannsthal », *The German Quarterly*, vol. 43, n° 4, pp. 720-732.

NÜNNING, A., et SICKS, K.M. (2012), « Turning Points as Metaphors and Mininarrations : Analysing Concepts of Change in Literature and Other Media », *Turning Points : Concepts and Narratives of Change in Literature and Other Media*, A. NÜNNING et K.M. SICKS (dirs.), Berlin/Boston : De Gruyter, pp. 1-28.

ORDIONI, N. (2011), « Le concept de crise : un paradigme explicatif obsolète ? Une approche sexospécifique », *Mondes en développement*, n° 154, pp. 137-150.

RIMBAUD, A. (1958), *Poésies. Une saison en enfer. Illuminations*, Paris : Armand Colin.

REVAULT D'ALLONNES, M. (2011), « Hannah Arendt penseur de la crise », *Études*, tome 415, pp. 197-206.

REVAULT D'ALLONNES, M. (2012), *La Crise sans fin. Essai sur l'expérience moderne du temps*, Paris : Éditions du Seuil (Points).

RIVIÈRE, T. (2015), *Carnets de thèse*, Paris : Seuil.

Notes

¹ Dans une série d'articles et ouvrages, Alain Bihr (2011 : § 29-30) explique que le néolibéralisme, dès son avènement dans les années 70, se présente d'emblée comme solution à la crise économique.



PDF généré automatiquement le 2020-06-18 20:02:42

Url de l'article : <https://popups.uliege.be:443/2030-1456/index.php?id=483>